

IL Y A 50 ANS, MOURAIT JEAN JAURÈS, *par Daniel
MAYER*

(Page 8)

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



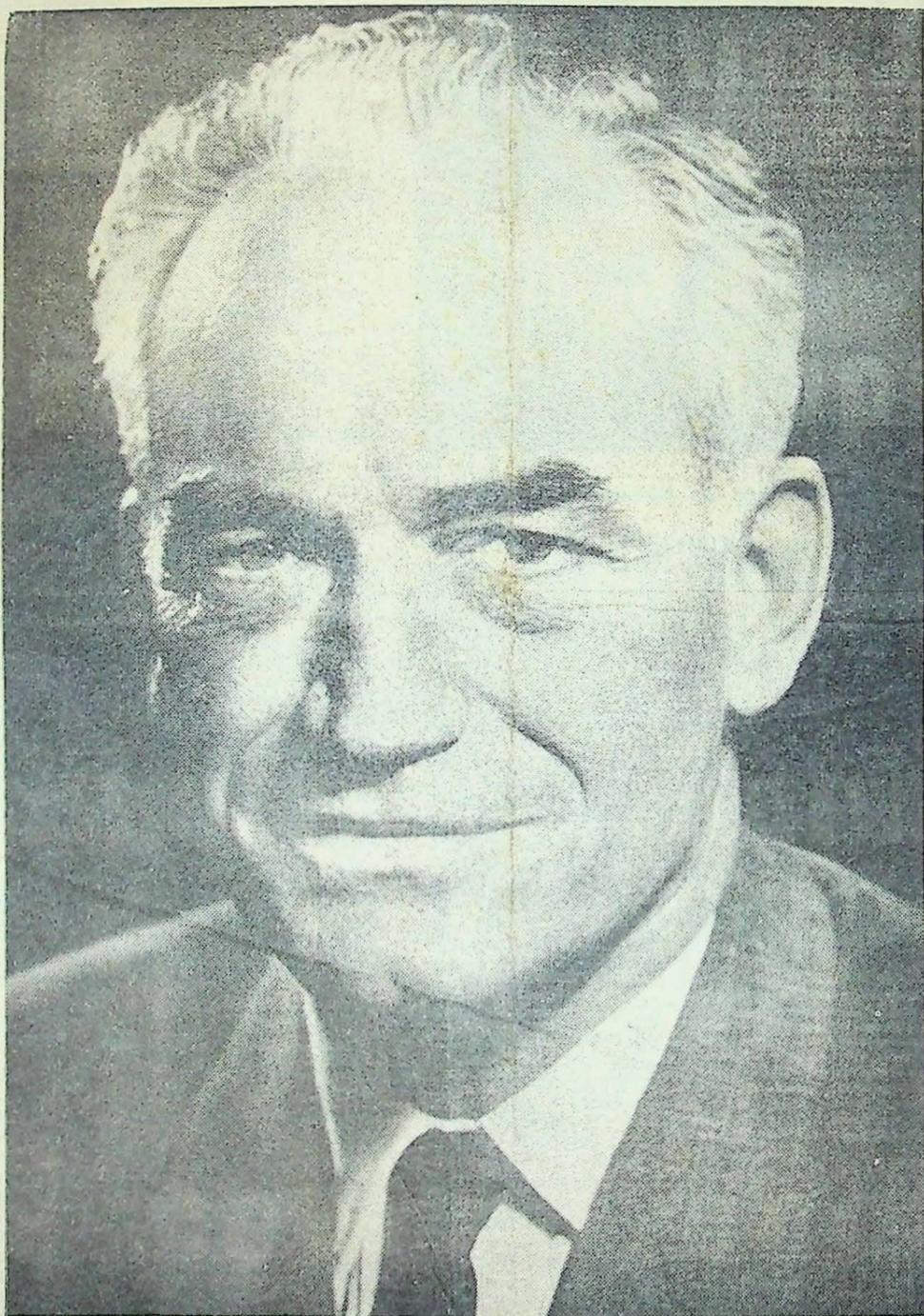
DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 205. — 25 Juillet 1964



(Photo Agip.)

GOLDWATER

**Un appel
au
nationalisme
et
au racisme**

(Page 3)

*Comment
former des
professeurs ?*

(page 5)

**LA SECTION SYNDICALE
D'ENTREPRISE VICTIME
DU CONSEIL ECONOMIQUE**

(Page 2.)

A nos lecteurs

Comme chaque année, *Tribune Socialiste* cesse sa parution pendant le mois d'août. Notre prochain numéro paraîtra dans la première quinzaine de septembre.

TRAVAIL ET VOYAGES en Algérie

Une « Commission d'échanges franco-algériens de la jeunesse auprès de l'A.S.F.A. » s'est constituée. Son premier but consiste à organiser les voyages de jeunes en Algérie pour l'été 1964. Nous donnons ci-dessus un bref aperçu des possibilités que cet organisme offre à ceux qui voudraient se rendre en Algérie :

LE CAMP INTERNATIONAL DE JEUNES :

Cette manifestation se décompose en deux camps distincts mais complémentaires :

— 1 centre plus particulièrement réservé aux jeunes, situé dans un parc de 17 ha, à Sid. Ferruch (30 km d'Alger) ;

— 1 centre regroupant les adultes et étudiants, situé au Clos Salembier (Centre Frédéric Lung), piscine, chambres à 2 lits, etc.

Les activités de l'ensemble qui, répétons-le, est international, se décomposent en activités communes aux deux catégories (nautisme, quatre excursions, Kabylie, Aurès, comités de gestion, etc.) et en activités propres à chacun des deux centres. Des cars réguliers assureront la liaison entre les deux centres et avec Alger.

L'ensemble des voyages est placé sous le patronage de l'A.S.F.A., mais les voyages, selon qu'ils empruntent l'avion ou le bateau, relèvent de deux organismes distincts : « Loisirs et Vacances de la Jeunesse » et « Clar-té-Club ».

Par bateau :

Départs prévus au coût total de 640 F (voyage aller et retour plus séjour) :

Départ le 4 août (à Paris) ; retour le 24 août.

Départ le 30 juillet (à Paris) ; retour le 28 août.

Par avion :

Neuf départs sont envisagés par charters de 64 places au coût total de 750 F (voyage aller et retour plus séjour).

Les dates de départ de Paris sont fixées comme suit : 25 juillet, 1^{er} août, 8 août, 15 août, 22 août, 29 août.

Les retours s'effectueront trois semaines après chaque départ.

UNE CARAVANE TOURISTIQUE :

Il s'agit d'un projet dont tous les éléments ne sont pas encore réunis, mais qui n'en est pas moins certain. Départ et retour en avion, avec circuit algérien en car (Alger, Biskra, Bône, Constantine, Alger). Durée approximative : 20 jours.

Se déroulant durant les trois premières semaines d'août. Coût minimum : 800-850 F (non encore définitif). Aucune limite d'âge.

Pour tout renseignement, s'adresser aux « Foyers Léo Lagrange », 21, rue de Provence, Paris-9^e, téléph. : TAI. 63-01.

Aide médicale à l'Algérie

Pendant les vacances

De juillet à septembre 1964, plusieurs possibilités sont offertes aux médecins, étudiants en médecine à partir de la quatrième année, infirmières, sages-femmes, assistantes sociales qui désiraient aider médicalement l'Algérie :

1. Encadrement sanitaire de Camps de travail volontaire en Kabylie.

2. Encadrement sanitaire du Camp international de Sid Ferruch.

3. Remplacement des médecins et spécialistes de l'hôpital de Médéa (où se trouve l'école de techniciens sanitaires).

4. Colonies de vacances et formation accélérée de responsables sanitaires à Tipasa.

5. Divers postes médicaux. Transport, logement et nourriture assurés. Pour tous renseignements, s'adresser à : Commission médicale de l'A.S.F.A., docteur J.-M. Krivine, 41, rue de Léningrad, Paris-8^e.

Informations sociales

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE CONTRE LA RECONNAISSANCE DE LA SECTION SYNDICALE D'ENTREPRISE

CLOTURANT la dernière séance du Conseil économique et social arrivé à expiration de son mandat de cinq ans, le président Emile Roche déclarait le 9 juillet que le thème de la lutte des classes est dépassé et qu'il faut lui substituer une nouvelle doctrine de collaboration. Et cependant ces paroles étaient prononcées à la suite d'un débat qui avait montré que la lutte des classes, pour être devenue plus complexe, n'en était pas moins toujours une réalité, notamment lorsqu'elle portait sur des problèmes de pouvoir. C'était bien, en effet, de cela qu'il s'agissait

C'est précisément en revendiquant un statut spécial pour le délégué syndical que les organisations ouvrières entendent se faire reconnaître dans l'entreprise. Tel était le thème du rapport présenté par Robert Mathevet, secrétaire confédéral de la C.F.T.C., devant le Conseil économique et social, rapport qui soulignait que le syndicalisme, participant à des organismes officiels au plan national et régional, devait « poursuivre directement cette confrontation au sein de l'entreprise ».

En principe, il le peut déjà, dans une certaine mesure, par l'intermé-

diataire du délégué syndical au comité d'entreprise (lorsqu'il y a plus de cinquante salariés). Afin de permettre à ce dernier de jouer pleinement son rôle et d'être l'animateur du syndicat dans l'entreprise, Robert Mathevet a proposé, avec l'accord des représentants des trois centrales :

— qu'il lui soit accordé un certain nombre d'heures pour remplir ses fonctions ;

— qu'il bénéficie des mêmes prérogatives et immunités que les délégués élus par le personnel (liberté de déplacement pour l'exercice de son mandat et protection contre le licenciement abusif, notamment) ;

— que soient garantis les moyens d'action nécessaires à la représentation syndicale (libre affichage des communications syndicales, libre distribution des tracts et journaux syndicaux, collecte des cotisations durant les heures de travail, disposition des locaux de réunion nécessaires).

Ces dispositions ont d'autant plus d'importance qu'il est maintenant difficile de réunir les salariés d'une même entreprise ailleurs que sur le lieu du travail (et encore souvent, en raison des horaires, ne peut-il s'agir que d'une fraction d'entre eux).

A ces arguments d'ordre pratique, les représentants des syndicats n'ont pas manqué d'ajouter, au cours du débat au Conseil économique, que les conventions collectives sont fréquemment dévalorisées et que les discussions paritaires ont lieu de plus en plus au niveau de l'entreprise.

Le rapport Mathevet prévoyait d'ailleurs que le statut du délégué syndical devait faire l'objet d'un protocole d'accord entre le syndicat et la direction de l'entreprise, l'arbitrage devant être assuré, en cas de conflit, par des commissions paritaires départementales (alors que la C.G.T. voudrait qu'il le soit par les conseils de prud'hommes).

Sans nier le bien-fondé de certains arguments syndicaux, le patronat maintient dans l'ensemble son opposition à la reconnaissance de la section syndicale. Alors que le Centre des Jeunes Patrons s'y était déclaré favorable, ses représentants au Conseil économique n'ont pas approuvé le projet Mathevet.

Pour la plupart des patrons, il s'agit d'une opposition fondamentale. Ils sont hostiles à une réforme qui, selon les conclusions du colloque de Grenoble, « poserait sur de nouvelles bases les conditions de la confrontation entre patrons et syndicats ».

M. Meunier, un des leaders du C.N.P.F., a déclaré au Conseil économique :

« Les employeurs ne se préoccupent pas beaucoup d'éléments comme la perception des cotisations, l'affichage, la diffusion des publications. En revanche, ils sont attachés au statut actuel de l'entreprise. »

On a même pu lire dans une publication patronale : « Les pays nordiques, germaniques et anglo-saxons, notamment même les plus socialistes sur le plan de la représentation parlementaire, ont bien soin de ne pas remettre en cause ce qui constitue l'élément moteur de l'économie que des adversaires nomment « capitaliste »... De même que le socialisme dans une seule entreprise relève de l'utopie, selon les marxistes eux-mêmes, modifier avec imprudence le statut de l'entreprise dans une seule nation serait la porte ouverte à toutes les aventures, si l'on songe à quel point le monde occidental est désormais solidaire. »

Des arguments de ce genre ont été souvent utilisés à l'encontre des réformes, des revendications mises en avant par le mouvement syndical. Ils ne tiennent pas compte, en l'occurrence, de la réticence de nombre d'employeurs de ce pays à admettre le fait syndical.

En fin de compte, le projet Mathevet a été repoussé au Conseil économique par une coalition des chefs d'entreprise et des agriculteurs, à l'exception des représentants du C.N.J.A. : 78 voix contre 76 (syndicats ouvriers-U.N.A.F.) et 19 abstentions (classes moyennes, cadres, entreprises nationalisées). Mais il va de soi que la bataille pour la reconnaissance de la section syndicale n'en est qu'à sa première étape.

Réforme des comités d'entreprise

Il est évident également que le pouvoir gaulliste ne peut passer outre à l'opposition patronale. Le gouvernement va tenter, malgré tout, de montrer sa « bonne volonté » par une réforme des comités d'entreprise qui est en préparation. Selon le projet du ministre du Travail, qui sera discuté à l'Assemblée nationale, les comités devraient obligatoirement recevoir trimestriellement des informations sur le programme de production, les commandes, la situation de l'emploi, annuellement des informations sur le chiffre d'affaires et les résultats financiers de l'entreprise.

Une autre disposition est de nature à augmenter de façon importante les possibilités d'action des syndicats. Les comités doivent être consultés sur les licenciements collectifs et les mesures de réduction d'activité. Leur avis sera transmis à l'inspecteur du Travail.

D'autre part, le délégué syndical au comité d'entreprise serait protégé contre les licenciements au même titre que les autres membres du comité, mesure qui va dans le sens des revendications syndicales, mais qui laisse entier le problème de la reconnaissance de la section d'entreprise.

Terminons en soulignant que si un certain nombre de mesures juridiques peuvent faciliter l'implantation du syndicat et le développement de ses pouvoirs au sein de l'entreprise, la puissance de celui-ci dépend avant tout de ses effectifs et de la valeur de ses militants. C'est dire que la dispersion syndicale demeure un handicap pour le syndicalisme français.

Maurice Combes.

Commission nationale de solidarité

La Commission nationale de Solidarité du P.S.U. vient d'éditer deux cartes-chansons avec la musique et le texte de « L'Internationale » et de « La Commune n'est pas morte ». Ces cartes sont vendues au prix de 1 F. Les camarades qui désireraient se les procurer (par quantité de 50 au minimum) ou en prendre en dépôt pour les vendre sont priés de s'adresser :

Pour la région parisienne, jusqu'au 20 septembre : à Nicole Bachten, 72, rue de Entrepreneurs, Paris (15^e), C.C.P. 8 921 90 Paris.

Et pour la province à : Andrée Pierre Vienot, maire de Rocroi (Ardennes), C.C.P. Châlons-sur-Marne,



(Photo Kagan)

Créer un pouvoir de combat en face du pouvoir patronal.

avec la discussion sur la reconnaissance légale des sections syndicales d'entreprise.

On sait que si la loi de 1884 a admis l'existence des organisations professionnelles, elle n'a pas pourtant garanti celle du syndicat à l'intérieur de l'entreprise. Présent par les luttes qu'il mène à l'intérieur de celle-ci, souvent représenté par des délégués du personnel et des délégués au comité d'entreprise, le syndicat n'est pas reconnu officiellement comme un interlocuteur valable. Ses militants ne sont pas protégés contre l'arbitraire patronal. Ils peuvent être, sous un prétexte quelconque — cela arrive fréquemment dans le secteur privé — chassés de l'entreprise ou tout au moins soumis à des changements de poste afin de neutraliser leur action. Il en résulte pour les syndicats une existence précaire et une perte de substance humaine.

Importance du cadre de l'entreprise

C'est en réaction contre cet état de choses que s'est développée la revendication connue sous le nom de reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise, revendication qui tend à garantir l'existence du syndicat dans l'entreprise, à asseoir un pouvoir de contestation face au pouvoir patronal. Aussi bien ce n'est pas un hasard si M. Bloch-Lainé préconisait une telle mesure dans son ouvrage tant discuté sur la Réforme de l'Entreprise. On sait que le patronat a rompu beaucoup de lances contre les thèses de Bloch-Lainé et que, d'une façon générale, il se refuse à reconnaître un tel pouvoir de contestation. Inversement certains syndicalistes, attachés à la revendication pure au nom d'un idéal pseudo-révolutionnaire, combattent la reconnaissance de la section syndicale parce qu'elle favoriserait « l'intégration » du syndicat à l'entreprise.

Malgré tout l'idée a fait son chemin dans les centrales ouvrières et l'année dernière le colloque de Grenoble — dont nous avons rendu compte dans T.S. — avait montré qu'une certaine communauté de vues était réalisée sur ce point entre la C.G.T., la C.F.T.C. et F.O. Celle-ci demeurait la plus réticente, mais une évolution récente l'a conduite à admettre que le délégué syndical dans l'entreprise devait bénéficier de garanties identiques à celles qu'accorde la loi aux délégués élus du personnel et du comité d'entreprise.

Le phénomène GOLDWATER

LES spécialistes de la politique américaine reconnaissent avec inquiétude qu'ils se sont trompés sur les chances de M. Barry Morris Goldwater. Celui qu'ils considéraient, au mieux, comme le simple reflet d'un poujadisme excessif mais sans réel soutien politique, a été désigné, dans l'enthousiasme et à une très forte majorité, candidat républicain à la présidence des U.S.A. Avec facilité, il a domestiqué la machine du vieux parti américain et ceux qui ne lui accordaient aucune chance, il y a quelques semaines, s'interrogent aujourd'hui sur ses possibilités de conquérir la Maison Blanche.

Quel est donc cet homme qui inquiète le « Figaro » et obtient la chaude adhésion de Tixier-Vignancour ? A coup sûr, un réactionnaire. Tous ses actes publics ont été dictés par une hostilité véhémente aux idées de progrès. Sénateur, il a voté contre la censure de Mac Carthy, contre la suspension des expériences nucléaires, contre les droits civiques accordés aux Noirs. Candidat à la présidence, il vient de faire l'apologie de l'extrémisme et, à l'entendre, le gouverneur démocrate de Californie, Pat Brown, estime « qu'il y a des effluves de fascisme dans l'air » et le maire de San Francisco dit se rappeler de la lecture de « Mein Kampf ».

Bien sûr, le phénomène Goldwater n'a pas encore acquis la violence de l'hitlérisme. L'Amérique de 1964 n'est pas l'Allemagne de 1930. Ni l'amertume d'une défaite, ni les conséquences sociales d'une crise économique mondiale ne rendent disponibles les masses nécessaires au soutien d'une épopée nationaliste, revancharde et expansionniste.

Cependant, il répond aux aspirations de nombre d'Américains qui se sentent frustrés de leur puissance, incapables d'empêcher les progrès du communisme et inquiets devant la promotion politique et sociale des Noirs.

On le dit dénué de culture et d'équilibre. Mais ce sont justement ses propos les moins responsables qui suscitent le plus large mouvement d'opinion en sa faveur. Lorsqu'il déclare vouloir rompre avec l'U.R.S.S. ou sortir de l'O.N.U. il est acclamé sinon suivi. Lorsqu'il affirme sa volonté de « libérer » Cuba ou de prendre directement en main la responsabilité de la guerre au Viet-Nam, il est presque approuvé. Champion de la guerre froide et partisan de la ségrégation, il développe les sentiments nationalistes et racistes d'une large fraction de l'opinion américaine.

Le phénomène Goldwater mérite réflexion et celle-ci vaut pour l'Europe occidentale, non seulement dans ses rapports avec les Etats-Unis mais aussi pour l'analyse des sentiments qui risquent de s'y développer.

Un de nos jeunes camarades du P.S.U., Jean-Claude Delarue, qui a séjourné récemment aux U.S.A., m'a précisé que la désignation du sénateur de l'Arizona ne constituait pas une surprise à ses yeux. Depuis quelques années, en effet, l'influence de la droite et de l'extrême droite grandit aux Etats-Unis, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti républicain. Cette montée se traduit, par la multiplication d'associations « ultra-conservatrices » (John Birch Society, Christian Crusade, Committee « One Million », ce dernier n'ayant pas d'autre but que d'empêcher Pékin d'entrer à l'O.N.U.).

Directement liées aux organisations racistes, opposées à toutes sortes de mesures qui leur semblent socialistes et qui vont de l'aide à l'enseignement, au traitement chimique de l'eau potable (sic), elles sont aussi hostiles à la Cour Suprême dont le président Earl Warren, républicain nommé par Eisenhower est considéré comme un agent de Moscou. Dans le même temps se développent les revues de droite dont la plus influente est la « National Review », animée par Buckley, « l'intellectuel » des jeunes républicains.

Tous ces éléments réactionnaires dont certains ne cachent pas leurs sympathies fascistes, se sont infiltrés de façon systématique dans l'appareil du parti républicain. Ils n'ont pas créé un mouvement de masse. Ils sont cependant l'expression d'une tendance qui a de multiples ramifications dans la vie politique américaine, ce qui explique le ralliement de Nixon à Goldwater et la neutralité bienveillante d'Eisenhower.

La candidature de Goldwater est-elle susceptible de donner naissance à un courant d'opinion d'une force telle qu'il ouvre aux républicains les portes du pouvoir ? Les augures ne le pensent pas. Il n'en reste pas moins qu'elle s'appuiera sur un nationalisme américain toujours vivace et fera écho aux théories ségrégationnistes qui sévissent aux U.S.A. Déjà, certains démocrates du Sud ont créé un comité « pour Goldwater », ce qui prouve que la candidature républicaine débordera les cadres traditionnels. Le but principal sera, selon ses partisans, de mettre fin à la politique Kennedy, dite « de concession au communisme, c'est-à-dire au diable ».

Dans un tel climat, le danger est réel. Depuis l'assassinat de Kennedy jusqu'aux manifestations des Noirs de Harlem, il semble qu'une sorte d'enchaînement implacable pousse aux heurts extrêmes. Pour avoir trop tardé les dirigeants américains sont aux prises avec de graves difficultés. Si les incidents raciaux se développent, le climat d'insécurité accusera le divorce entre les deux communautés et risquera d'accuser les Blancs à des choix passionnels.

Johnson et les démocrates ne surmonteront pas les périls qui menacent l'équilibre américain en se réfugiant dans l'attentisme. Seule, l'application rapide et sans défaillance de la loi sur les droits civiques est de nature à faire prendre conscience du caractère irréversible de l'évolution en cours. Toute autre attitude, d'une part, amènera les Noirs à multiplier les incidents, d'autre part, donnera corps à la propagande de Goldwater qui considère inapplicable la loi et pourrait alors recueillir le concours des hésitants et des timorés.

Le parti démocrate a une rude partie à jouer. Il en est de même pour les syndicats américains qui doivent, à l'exemple de Walter Reuther, s'engager dans la bataille politique, laquelle s'annonce, en tout état de cause, plus rude qu'on pouvait le penser il y a quelques mois.

Ni les uns, ni les autres ne vaincront Goldwater, même s'ils répudient ses outrances verbales et l'esprit de croisade de ses fidèles, en se plaçant sur le terrain de l'anticommunisme et du conservatisme. C'est au contraire, nous semble-t-il, en se prononçant plus nettement pour une politique de progrès, d'égalité raciale et de détente internationale, ainsi que les y invitent les jeunesses du parti démocrate, qu'ils relèveront le défi des extrémistes. Le nationalisme et le racisme sont des maux dont on guérit par de brutales interventions chirurgicales et non par une cure de tranquillisation.

Les Européens n'ont pas à négliger les causes de l'ascension rapide de Goldwater. Tout retard prolongé dans la construction européenne, toute indulgence à l'égard des provocations racistes, tout compromis avec le franquisme créent un climat favorable au développement de sentiments fascistes. A cet égard, le gaullisme, du 13 mai à la force de frappe, porte de lourdes responsabilités. Le nationalisme, dans ce qu'il a de plus malsain, est la toile de fond de son action politique intérieure et extérieure. Plus que jamais, les socialistes doivent y opposer une politique de détente et de rapprochement entre les peuples, en commençant par s'atteler à la construction d'une Europe largement ouverte et non basée sur un accord à deux ou à quatre. Sur un tout autre plan, le phénomène Goldwater doit aussi donner à réfléchir à ceux pour qui l'élection présidentielle est synonyme d'efficacité politique. La personnalisation peut être source de simplification, mais dangereuses sont les simplifications passionnelles. Ceux qui ont monté l'opération Goldwater — avec persévérance et sans regarder aux moyens — nous le rappellent et cela n'est pas sans intérêt.

Pierre Beregovoy.

Il y a 20 ans mourait Pierre VIENOT

LE 20 juillet 1944, tandis que nous cherchions, aux écouteurs de la radio de Londres, des raisons d'espérer, nous apprenions brutalement une affreuse nouvelle : Pierre Vienot, ambassadeur de la France libre à Londres, venait de succomber à une crise cardiaque.

Le dimanche 19 juillet 1964, à 10 h 30, autour de notre excellente camarade et amie Andrée-Pierre Vienot, maire de Rocroi, les organisations de gauche du canton de Givet ont commémoré le 20^e anniversaire de ce douloureux événement au cimetière de Chooz (Ardenes).

Ceux qui ont eu le privilège d'avoir connu Pierre Vienot, député, ministre et plus peut-être encore, prisonnier des complices vi-

chyssois d'Hitler, et d'apprécier ses qualités exceptionnelles de cœur, d'esprit et de caractère, sa fidélité à lui-même, à ses amis, à son idéal, dans les heures les plus tragiques, mesurent l'étendue de la perte qu'ont subie le socialisme, la démocratie, la nation.

C'est en 1932 que Pierre Vienot, après une brillante campagne électorale, a été élu député de Rocroi. Réélu en 1936, il exerça les fonctions de sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouvernement de Front populaire. Avec autant de courage que de clairvoyance, il négocia des traités d'indépendance avec la Syrie et le Liban qui, s'ils avaient été ratifiés, auraient mis fin à l'impérialisme

français au Moyen-Orient, dans l'intérêt commun de notre peuple et des peuples de cette région. Il amorça l'autonomie interne de la Tunisie. Là encore, il écrivait une belle page d'anticolonialisme. Aussi, peu enclin qu'on soit à réécrire l'Histoire, on ne peut pas assez flétrir ceux qui ont torpillé ses généreuses initiatives et abouti aux résultats que l'on connaît.

Pierre Vienot eut l'élégance d'adhérer au Parti socialiste S.F.I.O. lors de la chute du gouvernement Léon Blum. Il participa bien entendu dès la première minute à la grande épopée de la résistance. Parti sur le Massilia pour poursuivre la lutte en Afrique, il eut l'honneur, comme Jean Zay et Pierre

Mendès France, d'être arrêté et condamné sur l'ordre des gens de Vichy.

Il parvint à s'évader en 1943 et partit pour l'Angleterre. Ambassadeur de la France libre, il mena de délicates négociations, notamment en ce qui concerne les accords de débarquement.

Andrée-Pierre Vienot et nos camarades des Ardennes peuvent être assurés que, pendant la matinée du 19 juillet, la pensée de beaucoup de militants du P.S.U. était dirigée vers le cimetière de Chooz. Le souvenir de Pierre Vienot, député socialiste, démocrate sans défaillance, ministre du Front populaire, résistant héroïque, anticolonialiste fervent, est en effet plus vivant que jamais.

En Corrèze, département sous-développé

LES CORRÉZIENS, PRENDRONT-ILS EN MAIN LEUR AVENIR ?

EN plein mois de juillet, la Corrèze accueille des milliers de vacanciers. Je suis actuellement à Marçillac-la-Croisille, près du plan d'eau du même nom, très agréablement aménagé, à proximité d'un magnifique terrain de camping; pendant les mois d'été, la population de la commune double et le tourisme fleurit. Il est vrai que les vacances ici sont particulièrement agréables, combinant les plaisirs de la pêche et des promenades en forêt aux joies de la baignade ou de la voile.

Mais je ne puis m'empêcher de constater que cette réalisation préfigure ce que sera ce département dans quelques années : un plaisant réservoir d'air pur et de soleil pour les vacances. Loin de moi l'idée de m'insurger contre le développement touristique de cette région, qui n'est d'ailleurs pas réalisé avec suffisamment de dynamisme. Je pose simplement le problème suivant : est-ce sain de concentrer les richesses économiques d'un pays développé dans certaines régions ? Est-ce démocratique de favoriser le dépeuplement de grandes étendues condamnées à être de plus en plus sous-développées et réservées aux vacances ?

Une paysannerie sacrifiée

C'est, à mon sens, le terme qui convient pour caractériser cette Corrèze dont les habitants et le mode de vie représentent, pour nombre de Parisiens, les vestiges d'une époque révolue. Il est vrai que la moyenne d'âge de la population est très élevée, car de nombreux jeunes s'en vont chercher ailleurs un travail mieux rémunéré.

L'ensemble du département vit de l'agriculture et la petite exploitation y est reine ; autrefois le paysan vivait en cycle fermé et pratiquait presque exclusivement l'autoconsommation. Aujourd'hui, atteints par la révolution économique, les petits agriculteurs sont victimes des contradictions d'une situation dont les plus lucides commencent à prendre conscience :

— nécessité d'un équipement moderne trop coûteux à l'échelle d'une petite exploitation ;

— lois du marché qui enlèvent au paysan une grande partie du prix de son travail ;

— asservissement à la propriété de la terre souvent morcelée par les héritages et qui ne permet pas les reconversions nécessaires.

Certains croient trouver une issue en s'intégrant dans une agriculture de trustification par le biais de grandes maisons d'aliments (Sanders par exemple) pour lesquelles ils élèvent du bétail ou des poulets. D'autres s'en vont... Quelques-uns s'accrochent.

Il n'en est pas moins réel que l'écart continue à s'accroître et que le paysan de nos régions tend de plus en plus à devenir le prolétaire des temps modernes, en attendant qu'il ne s'intègre dans le circuit industriel ou qu'il ne devienne l'ouvrier agricole d'un capitalisme

agraire abandonnant nombre de terres cultivées pour exploiter les grandes superficies les plus rentables...

Le sous-équipement industriel

La situation de l'agriculture est pourtant liée au sous-développement industriel qui est particulièrement sensible en Corrèze : pratiquement peu d'usines nouvelles malgré la « zone industrielle » de Brive, les

prise. Tant que l'on ne dépassera pas le stade de la démagogie (défense de la petite propriété, des formes artisanales de travail, de l'administration napoléonienne, etc.) tant que les notables feront une politique de féodaux par le biais du service rendu, des crédits débloqués ou de la « lettre au ministre », le régime pourra, sans obstacles, poursuivre sa politique néo-capitaliste.

En effet, n'est-ce pas rendre service à ce régime que de se cantonner

Le Limousin et la Bretagne ne peuvent bénéficier d'une véritable politique de développement économique que par une remise en question du principe de la rentabilité capitaliste.

Cette politique sera réalisée le jour où un contrôle démocratique sera exercé sur les investissements, qui dans nos régions ne peuvent être rentables qu'à long terme ; c'est-à-dire le jour où les représentants du peuple contrôleront les véritables centres de décision économique. Le capitalisme est donc, par essence, un obstacle à un développement économique harmonieux en France.

L'exemple de la Macédoine en Yougoslavie, misérable et sous-développée il y a encore dix ans, où un effort d'investissements a été réalisé est caractéristique. Après avoir coûté pendant plusieurs années à la communauté nationale, la Macédoine commence à lui rapporter. C'est la preuve éclatante que des choix politiques clairs entre les gros intérêts privés et l'intérêt général ne peuvent être faits que dans une perspective socialiste.

Ce sont les thèmes sur lesquels les forces de gauche peuvent, en se battant, faire prendre conscience des véritables problèmes et susciter une action valable. La Corrèze, comme d'autres départements, est défavorisée. C'est une des contradictions du capitalisme moderne qui apparaît là ; aux solutions de libéralisme s'opposent ainsi directement celles du socialisme ; au contrôle des centres de décisions économiques par quelques conseils d'administration, il faut opposer leur prise en main par les usagers eux-mêmes.

Il appartient aujourd'hui aux populations des régions sous-développées de forger leur avenir en comptant d'abord sur leurs efforts et leur imagination pour ouvrir de nouvelles perspectives sociales et économiques à ces régions.

Gérard DENECKER.



(Photo A.D.P.)

Un métier difficile dans des régions ingrates.

salaires sont bas (de 50 à 80 p. 100 inférieurs à ceux de la région parisienne), il y a insuffisance de moyens de formation de cadres et de techniciens.

La Corrèze dispose pourtant d'une infrastructure énergétique : électricité (2.329 millions de kWh produits en 1959) et gaz de Lacq. Mais elle se trouve isolée du grand axe industriel Rhône-Rhin, car les voies de communications transversales sont très défectueuses. La voie de chemin de fer Bordeaux-Lyon est unique et la route nationale 89 est presque impraticable quatre mois sur douze.

Les responsabilités de la gauche

Devant cette situation dramatique face à l'enrichissement national, comment réagissent les organisations démocratiques dans un département traditionnellement à gauche, qui a donné le plus de « non » à de Gaulle en 1958 ?

La réponse est simple, car aucune analyse valable de la situation n'a été réalisée, ni aucune action entre-

dans une opposition verbale pour camoufler le désir caché de ne pas aborder les problèmes réels qui feraient apparaître la nécessité de mutations profondes susceptibles de remettre en cause les privilèges politiques basés sur la tradition ?

Les choix politiques

Notre région est à un tournant. Et c'est d'un choix politique qu'il s'agit :

— choix en ce qui concerne l'agriculture, entre la conception traditionnelle de la défense de la propriété de la terre et celle du droit à l'exploiter ; entre la liberté pour quiconque de spéculer sur les productions de l'agriculture et celle qui devrait avoir le paysan de contrôler ses produits jusqu'au consommateur, etc. ;

— choix en ce qui concerne le développement économique. Le processus de l'économie capitaliste consiste à investir là où il est possible de réaliser un profit immédiat. Or ces conditions ne sont réalisées qu'autour de la région parisienne.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi, Paris (XV^e)
Tél. : SUP 19-20

● Rédaction : 81, r. Mademoiselle, Paris (XV^e)
Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgatche, 6, Avenue du Maine, Paris-14^e, Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 22 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
82-81, rue La Fayette
Paris (9^e)

COMMENT FORMER DES MAITRES ?

Nous avons reçu d'une de nos lectrices, Mlle D. Poinas, la lettre que nous publions ci-dessous. Elle éclaire une question aussi importante que celle de l'enseignement, qui est celle de la formation des professeurs d'Ecole Normale.

LE problème de la formation des maîtres est complexe, c'est vrai. Il est aussi l'objet de controverses qui ont, au moins, deux origines : une origine politique pour certains, surtout dans les départements de l'Est où 75 p. 100 des adhérents du S.G.E.N. selon ses propres aveux, sont favorables au statut local et aux lois antilaïques. L'abrogation du Concordat demandé par le P.S.U. les trouverait absolument opposés ; 2) une rivalité syndicale inévitable dès qu'il y a multiplication des organismes et qu'il s'agit de recruter des adhérents avec des arguments capables de les séduire. On s'attache donc aujourd'hui, dans certains milieux syndicaux, à faire passer les professeurs d'Ecoles Normales affiliés à la F.E.N. pour d'affreux rétrogrades parce qu'ils refusent de confondre l'esprit réformateur et l'activisme réformiste dont on peut voir les résultats. Tel est aussi le point de vue du pouvoir et le sens de son action.

C'est pourquoi je vous adresse cet extrait de l'éditorial du *Bulletin* de février 1964 du S.N.P.E.N. (Syndicat national des professeurs d'E.N. - F.E.N.) auquel j'ajouterai les commentaires suivants :

I. Les professeurs d'E.N. (F.E.N.) ne sont, réellement, hostiles à la mise en place du plan Langevin-Wallon, qui entraînerait la suppression des classes de baccalauréat dans les E.N. Bien au contraire. Et même sur le plan professionnel, leur travail serait singulièrement simplifié.

Mais ils ne peuvent feindre de confondre le plan Langevin-Wallon et les mesures prises actuellement qui n'ont pas, avec lui, le moindre rapport.

II. L'application de la réforme Langevin-Wallon, en ce qui concerne la formation des maîtres, suppose plusieurs conditions :

1) La prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans (pour plusieurs de mes élèves, s'il n'y avait pas eu, à 16 ans, l'entrée à l'E.N., les études étaient terminées) ;

2) La revalorisation du baccalauréat dépourvu de sens à l'heure actuelle. Il fournit des bacheliers faisant 10 à 20 fautes (et plus) d'orthographe sur 3 ou 4 pages, ignorant les rudiments grammaticaux de la langue

française et le sens des mots, n'ayant aucun souci d'ordre et de propreté dans la présentation de leur travail et incapables de travailler seuls le plus souvent.

L'enseignement étant fait non de génie mais d'attention au détail et hélas ! de labeur solitaire, ces défauts n'améliorent pas la qualité du corps enseignant français. Un an et même deux de formation professionnelle dans un institut pédagogique sont beaucoup trop pour porter remède à des défauts que la préparation au bac aurait normalement dû éliminer ;

3) La formation des professeurs qui, pour l'instant, se forment sur le tas, au contact de leur propre enseignement ;

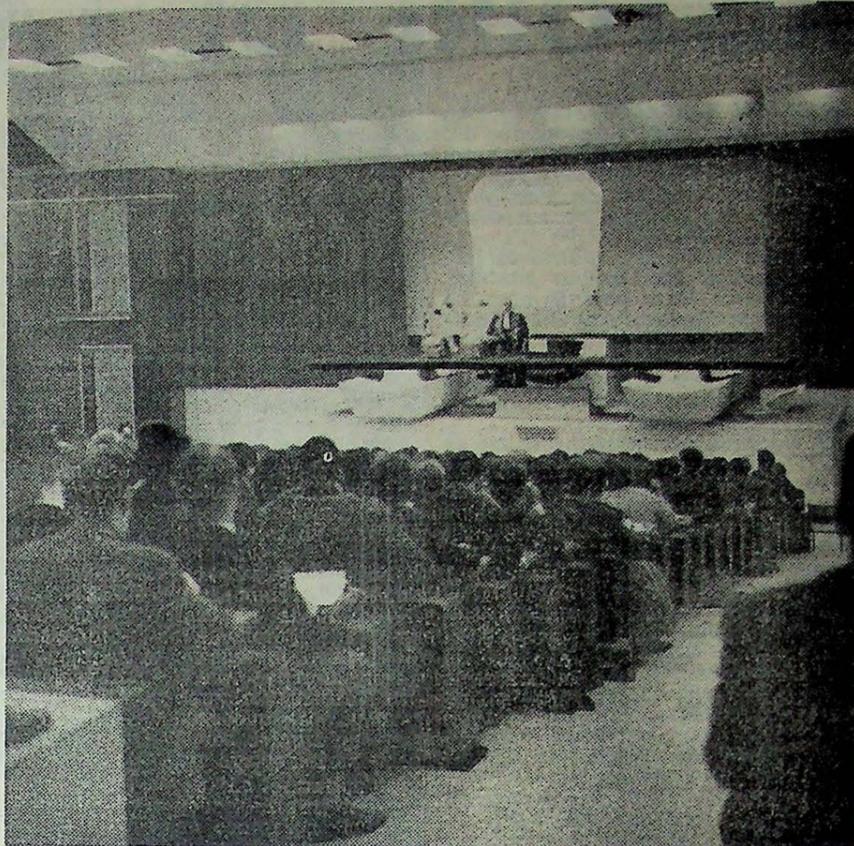
4) La révalorisation matérielle et morale de la fonction d'instituteur afin qu'elle ne soit plus l'apanage, comme c'est le cas de plus en plus souvent, de ceux qui n'ont pu faire autre chose et en ressentent quelque rancœur (vrai aussi pour bien des professeurs).

Le recrutement des E.N. n'est pas aristocratique... Je n'ai jamais eu de filles de médecins, d'ingénieurs... tout au plus, parfois, des filles de professeurs qui entrent trop souvent avec l'intention, dès le départ, de faire autre chose.

Le recrutement le plus intéressant pour nous est populaire : filles d'ouvrier ou de paysans pour qui le métier d'institutrice est encore un beau métier. Il correspond à une promotion sociale. Il est, le plus souvent, accompli avec sérieux et tendresse. Mais ces enfants ont un handicap au départ : elles n'ont pas l'aisance trompeuse de celles dont l'enfance a baigné dans un milieu cultivé. Leurs conditions de travail à la maison sont parfois difficiles. L'Ecole Normale est une nécessité sociale.

Le concours de 1964 vient de s'achever. A Guebwiller, 31 élèves ont été reçues sans qu'il soit besoin de rattraper et 26, de leur propre gré, ont choisi l'internat.

Parce que quelques enfants gâtés que l'on écoute complaisamment, que l'on sollicite même, gémissent, faut-il sacrifier la cohorte des autres qui n'ont pas l'habitude de se faire entendre ? Ne serait-il pas plus sage de



(Photo Agip.)

Il faut faire un effort sérieux de construction d'agrandissement et d'aménagement des locaux.

demander aux parents et aux enfants de prendre leurs responsabilités : que ceux qui ne veulent pas de l'E.N. actuelle n'y entrent pas et passent le concours des bacheliers (à instituer très régulièrement) beaucoup plus facile. Même là où il existe, depuis très longtemps, il incite peu de candidatures. Elles croissent beaucoup moins vite que les places.

Concours 1963 : filles, 1.188 places ; garçons, 828 places ; filles, 2.476 bacheliers ; garçons, 872 bacheliers.

Et j'aimerais que les mécontents pour leur éducation, lisent les copies et entendent les interrogations orales...

Il est vrai que, selon les milieux officiels, d'ici quelques années, le chômage remplira les E.N. de bacheliers. Je pense que ce jour-là, lorsque les bacheliers devenus instituteurs demanderont de meilleures conditions de travail, on leur fera comprendre qu'avec 1 an de formation professionnelle, on ne peut pas prétendre à grand chose. Il sera bien tard alors pour réfléchir.

Telles sont les raisons pour lesquelles les professeurs d'E.N. n'approuvent pas l'action gouvernementale, commencée, cela est fort significatif, par les départements de l'Est.

Ils sont frappés des étapes par les-

quelles est passée l'argumentation des détracteurs et de son caractère parfois contradictoire :

Première étape : Bon enseignement et bonne formation, mais nombre insuffisant d'instituteurs formés par les E.N.

Deuxième étape : La formation professionnelle ne vaut rien et les premières années sont une gêne.

Troisième étape : les élèves sont cloîtrés malgré eux, vivent hors du monde. Il faut les brasser avec d'autres (argument chéri du député-maire de Metz : M. Mondon). Il faut leur donner d'autres possibilités, même au risque de les voir quitter l'enseignement (mais, en même temps, on maintient le concours « irremplaçable » de fin de troisième avec engagement décennal !)

Quatrième étape : les maîtres qui enseignent dans les E.N. sont souvent médiocres (rapport de F.-G. Dreyfus aux assises U.N.R.) et la préparation du baccalauréat n'y est pas spécialement bonne. Les pourcentages de réussite dans les lycées sont aussi bons sinon supérieurs...

Pour qui a suivi par le menu l'évolution des arguments, plus aucun problème ne se pose...

D. Poinas.

L'OPINION DU SYNDICAT NATIONAL DES PROFESSEURS DES ECOLES NORMALES

PREPARER le « bac » ou former des maîtres

Sous cette forme, la question n'est pas posée, elle est résolue. Dans l'esprit du rédacteur, on ne peut faire l'un et l'autre. L'Ecole Normale doit être un institut pédagogique où des bacheliers recevront une formation professionnelle adaptée.

Peu importe qu'en 1963, 2.476 bacheliers se soient présentés pour 1.188 places et 872 bacheliers pour 828 places alors que le concours d'entrée en première année avait suscité 28.220 candidatures pour 7.437 places. Il faut « évoluer », maintenir bien sûr ce recrutement irremplaçable à la fin de la classe de 3^e, donner aux candidats les « avantages matériels » attachés à l'engagement décennal et les répartir dans les lycées où, brassés (le mot est à la mode) avec d'autres élèves, ils pourront affronter « leur idéal » aux dures réalités du monde d'aujourd'hui.

Mais pense-t-on vraiment au brassage des élèves ou ne s'agit-il pas plus exactement de rendre possible une action de prosélytisme — diffi-

cile à l'intérieur de l'Ecole Normale — sur des jeunes gens bien désignés par leur qualité d'élève-maître ?

Mythes et réalités !

Il est pourtant une réalité que nous pouvons constater. La hiérarchie catholique construit avec ardeur et avec des crédits substantiels, des écoles normales diocésaines appelées à former les maîtres de l'enseignement privé. Il y en aura bientôt quatre dans l'Académie de Lille.

Ces écoles normales sont conçues sur le modèle des nôtres (modèle 1964) avec un recrutement à la fin de la 3^e et une année de formation professionnelle après le baccalauréat, avec une école annexe incorporée... bref, de véritables écoles normales « type rétrograde ».

Il semblerait donc que l'argument du brassage n'ait pas été jugé suffisant et que les avantages d'une formation continue et complète dans les établissements spécialisés l'aient emporté.

Mythes et réalités !

Pour nous, le problème de l'avenir

des écoles normales ne se pose pas en ces termes. Nous pensons que, pour le résoudre dans le sens d'une véritable réforme démocratique de l'Enseignement, il faut viser un objectif à long terme, le nôtre est celui qui est inscrit dans le plan Langevin-Wallon, et définir une transition entre la situation actuelle et celle qui correspond à l'objectif que l'on se fixe.

Le plan Langevin-Wallon propose d'élever le niveau moyen de qualification des maîtres en unifiant leur formation et précise que tous les maîtres de l'enseignement obligatoire doivent être pourvus d'une licence. Mais si le terme de licence est sujet à interprétations diverses, en fonction des conditions actuelles, si le contenu doit évoluer et s'adapter, l'objectif ne nous semble nullement utopique et nous pensons que sa réalisation est inéluctable.

Mais ce plan traite de la formation des maîtres dans le cadre d'une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, avec toutes les mesures sociales qui sont clairement énoncées dans le rapport de la Commission.

Or, il est bien clair que le problème de la démocratisation réelle de l'Enseignement n'est pas résolu.

Cela suppose que soient réalisés sans tarder :

— un effort sérieux de construction, d'agrandissement et de modernisation des locaux des écoles normales ;

— une formation complémentaire des professeurs — certifiés et agrégés — appelés à enseigner dans ces établissements, afin qu'ils soient en mesure de participer à la fois à l'enseignement de second cycle et à celui des deux années de formation professionnelle ;

— un recrutement d'éducateurs-surveillants, effectué parmi des instituteurs chevronnés capables d'initier les normaliens à tous les prolongements de leur futur métier, en particulier aux activités péri-scolaires diverses.

Une expérience de formation professionnelle en 2 ans est en cours dans dix E.N. et nous en suivons le déroulement avec beaucoup d'intérêt.

HISTOIRE DE LA IV^e RÉPUBLIQUE

JOSEPH BARSALOU est mon ami. Je le considère comme une des plus grands journalistes de notre temps, et j'atteste ici toute l'importance qu'il eue sur la formation politique des hommes de ma génération.

Chaque matin, des milliers de lecteurs ouvrant La Dépêche du Midi, font comme leurs parents avec La Dépêche de Toulouse : ils lisent l'édition de Barsalou. Clair, court, concis, mais partant du fait pour toujours revenir à l'idée. Ses éditoriaux informent et font réfléchir. Alain les eût aimés.

J. Barsalou a bien connu la vie de la IV^e République. Il a bien souvent critiqué ses défauts, il a été de ceux qui, en 1958, ont courageusement et lucidement pris position contre le coup de force gaulliste. Il continue chaque jour ce combat et on peut porter à son crédit les votes « républicains » du Sud-Ouest de la France.

Il estime sous la V^e République que la IV^e n'était peut-être pas aussi vile qu'on veut bien le dire maintenant, que tout en elle n'était pas pourri et que son bilan n'est pas négatif. Pour le moment, c'est une République « mal aimée » qui sera demain jugée plus objectivement.

Et Barsalou ouvre son dossier de notes et de souvenirs. J'y ai pris un grand plaisir, et tous ceux qui ont suivi la vie politique française depuis la Libération feront de même. Avec le recul du temps, Barsalou a su choisir les événements et analyser leurs causes et leurs évolutions. C'est un travail difficile mais fait honnêtement et objectivement.

Pour avoir vécu dix ans, de 1948 à 1958, au jour le jour des événements, je recommande vivement la lecture de ce livre passionnant.

Il me paraît intéressant d'en tirer quelques réflexions utiles à notre raisonnement politique en 1964.

Dès le premier gouvernement de la IV^e République, de Gaulle est décidé à tout faire pour « casser » les partis et il envisage dès cet instant de se retirer sur l'Adentiv pour préparer son retour. Il est cocasse du

« LA MAL-AIMÉE »

par Joseph Barsalou (1)

reste de constater que dans ce premier gouvernement gaulliste figurent Thorez et quatre communistes, Vincent Auriol et quatre socialistes, G. Bidault et quatre M.R.P. plus Jacquinet l'éternel, Pleven, Soustelle et Malraux... Que de Gaulle se soit étonné que les partis ne puissent pas vivre ensemble, après avoir effectué lui-même un tel dosage, n'est-ce pas déjà le signe qu'il recherchait la politique du pire pour mieux la critiquer ?

De sa retraite de Colombey, il ne cessera de tirer les ficelles pour que se dégrade cette IV^e République, peu faite en son début pour lui accorder tous les pouvoirs.

La guerre d'Indochine fut l'une des épreuves les plus délicates que connut cette IV^e République. Il est intéressant de noter que la conception gaulliste défendue par d'Argenlieu fit échec à la politique de rapprochement avec les nationalistes. Les M.R.P., fidèles gaullistes à l'époque, considèrent ce problème indochinois comme « leur chasse gardée » et prennent à partir de ce jour, l'entière responsabilité de leurs fautes qui devaient nous amener à Dien-Bien-Fu et par le drame de l'armée à la création de l'O.A.S.

Le M.R.P. avait d'autant plus de puissance que la S.F.I.O. s'éloignait du parti communiste et qu'entre ces deux partis commençait cette pénible politique de surenchères où la gauche française avait tout à perdre. D'autant plus qu'au même moment de Gaulle créait le R.P.F. La lutte était ouverte.

La politique française passe donc du tripartisme à la 3^e Force, celle-ci ayant contre elle l'opposition du parti communiste et celle du R.P.F. Ces deux oppositions se rejoignant bien souvent. Alliance négative mais destructrice. Chacun des deux jouant la politique du pire : le P.C. parce

qu'intentionnellement il y voit la guerre froide, le R.P.F. parce que tout était bon pour détruire.

Et la victoire électorale remportée par le R.P.F. aggrave le déséquilibre politique. Au même moment, la scission de la C.G.T. divise la classe ouvrière.

La S.F.I.O. et le M.R.P. qui ont eu seuls jusqu'à ce jour et depuis le départ de de Gaulle, les responsabilités politiques, sont tour à tour les « naufragés » des gouvernements et la cause des trop nombreuses investitures manquées.

Joseph Barsalou est par contre très élogieux sur le gouvernement Queuille dont il trace un portrait à notre avis un peu trop flatteur. Mais il est vrai qu'il permit le désamorage du R.P.F. Mais la facilité politique, cette roue libre, plus que « l'immobilisme » ne pouvait que reculer l'échéance de la crise, pas l'empêcher. Le régime aime les dosages et la S.F.I.O. aime les portefeuilles... Nous sommes sous le règne des états-majors de partis et les décisions des Cadillac radicaux et des comités directeurs S.F.I.O. ou M.R.P. imposent leur politique au Parlement et surtout au gouvernement. La préoccupation électorale l'emporte sur la politique nationale. Oui vraiment ces mœurs ne pouvaient faire autrement que d'amener la chute d'un mauvais système.

D'autant plus que les problèmes politiques, eux, n'ont pas à connaître cette incohérence et qu'à la fin arrive leur échéance. Dès cet instant, M. P. Mendès-France, écouté mais non suivi, commence à dénoncer cette méthode et demande entre autres la négociation en Indochine... On lui répond par les apparentements électoraux. Dirigés contre le P.C. et le R.P.F., ils ne réussissent même pas à donner une majorité à l'Assemblée. La droite vient au pouvoir.

C'est le tour de M. Pinay. Le capitalisme retrouve avec lui l'expérience libérale. A un possible de Gaulle, les nantis préfèrent un sérieux Pinay. Le R.P.F. éclate. C'est à ce moment que le problème de la décolonisation pouvait être traité à fond. Mais les profiteurs du colonialisme sont au pouvoir. Alors, qu'importe !

J'aurais aimé que J. Barsalou aille plus au fond de cette analyse, qu'il oublie le libéralisme radical pour dire combien, en ce temps, la pression des Borgeaud, R. Mayer, Delpuech... fit du parti radical le complice de cette politique conservatrice. Alors que, avec plus de courage, on aurait pu, contre le M.R.P., imposer une politique plus sélective et permettre un an avant le règlement de l'affaire d'Indochine. Rien n'a été réglé pendant ces neuf mois du gouvernement Pinay. Et pourtant l'expansion économique entrevue aurait pu donner naissance à une politique audacieuse dans le domaine colonial et international.

Mais là encore les états-majors politiques sont à contre-courant de l'opinion publique. Et le R.P.F. agit alors comme le pire des partis. C'est le moment où de Gaulle le dissout. Sa stratégie étant au dehors de profiter des attaques internes de ses fidèles.

« Le pays, dit Barsalou, ouvre les yeux devant la crise de régime... mais le Parlement investit Laniel. Ce sont ces paradoxes qui déshonorent la IV^e République. « On va, dit Barsalou, de « compromis » en « compromissions ».

Faute de majorités, on ne règle aucun des problèmes urgents. On agit au Parlement avec la même méthode que pour élire M. Coty à la présidence de la République. Les intrigues, les coups fourrés, les marchandages, sont de la Haute Politique. L'Indochine, la C.E.D., les conséquences de l'expansion économique viennent, hélas ! en second plan...

Joseph Barsalou analyse fort bien le style du gouvernement Mendès-France. L'ayant déjà fait dans T. S., je n'y reviendrai pas. Je regretterai seulement que le « procès d'intention » fait au président du Conseil et que relève justement Barsalou, ne soit qu'esquissé dans cet ouvrage. Mais il y est bien noté le paradoxe de ce gouvernement opposé aux

conceptions politiques de son chef et que refuse d'intégrer la S.F.I.O. au moment où la réaction use de la pire calomnie pour « régler son compte » à l'homme qui dénonce leurs lâchetés. Tout est bon à cette droite pour arrêter une politique contraire à ses intérêts. Joseph Barsalou n'a pas, malgré tout, osé analyser à fond la « scission radicale » qui, ce jour-là, se fit complice de la droite, avec l'appoint des voix communistes.

La suite, ce fut E. Faure. La faute de la dissolution. De nouvelles élections avec les apparentements. Et pourtant, la droite échoue, mais la gauche ne triomphe pas. Le Front Républicain pourrait jouer un rôle, mais la comptabilité électorale et la faiblesse de Coty confient à Guy Mollet le soin de former le gouvernement. Le M.R.P. appuie cette désignation. Elle sera fatale à la IV^e République.

L'Algérie dominera la scène politique. Elle avait conditionné la campagne électorale. Les députés et les socialistes avaient tous proclamé leur désir d'une politique d'indépendance. Le plus énergique défenseur de cette politique était M. Lacoste... Et ce fut le 6 février 1956. M. Guy Mollet n'était pas un chef d'Etat !... On l'apprenait à nos dépens. Depuis cette date, prisonnier de la droite, Guy Mollet ne commit plus que des erreurs et Joseph Barsalou trace un procès fort serré et fort sévère de cette évolution. Peut-être est-il trop amical dans son jugement sur la loicadre pour l'Afrique Noire. Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet. Le dossier n'a pas encore été bien ouvert.

Toute la partie du livre réservée à Alger, au 13 Mai, à la venue de de Gaulle, à la complicité de certains socialistes, aurait mérité un plus long développement, mais la sécheresse des faits et leur chronologie montrent bien que la faiblesse de la IV^e République résidait bien dans ces ultimes abandons. Une assemblée républicaine incapable de traduire ses décisions dans les faits, coupée d'une opinion publique lasse de ses atermoiements passés, comptant en elle trop de chefs politiques velléitaires et de peu de courage. Trop d'hommes responsables des fautes et trop heureux de donner à d'autres le soin d'en assumer les conséquences.

C'est là que réside le plus grand mal de la IV^e République. N'ayant jamais de majorité réelle, ne proposant jamais un programme politique de majorité, elle n'a toujours été qu'une coalition hétérogène de partis politiques toujours préoccupés par le souci de leur réélection.

Lorsqu'une politique allait dans le sens de l'efficacité et heurtait de front les intérêts particuliers, elle était aussitôt combattue par l'accord circonstanciel des partis extrêmes.

A ce jeu, de Gaulle put déguiser ses batteries. Il avait tout fait pour que la IV^e République échoue. Il était donc présent pour recueillir sa succession. Ce jour-là, ses premiers complices furent ceux qui auraient dû plus que tous les autres s'opposer à son triomphe. Quelle leçon ! que nous devons toujours méditer.

En conclusion, je dirai à Joseph Barsalou que son livre est passionnant, mais que je n'ai pas les mêmes conclusions que lui. Certes, la IV^e République apparaît « belle » sous la V^e si l'on tient compte de la forme personnalisée de celle-ci et de la royauté gaulliste jointe aux appétits des affairistes courtisans. Mais la IV^e ne peut pas être une référence. On ne peut succéder au gaullisme en proposant une suite politique calquée sur la IV^e République.

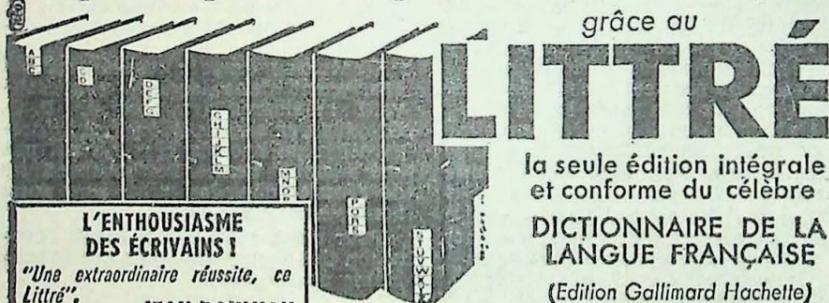
Je veux bien que son bilan économique ne soit pas négatif. Mais là s'arrête mon crédit pour la « mal aimée ». Ce qu'il faut, et le livre de Barsalou nous y aide pleinement, c'est bien voir tout ce qu'il ne faut pas faire si l'on veut qu'une République soit digne de ce nom.

Certes, comme le dit Barsalou, « il n'y a pas de temps morts dans la vie des peuples ». Et la future politique de la France se construit en fonction du présent... donc du gaullisme. Oui, mais aussi, mon cher Joseph, en fonction du passé et quels qu'en soient nos regrets, en 1964, la future politique devra nécessairement se construire différemment de ce que fut la IV^e République, ou alors nous échouerons.

(1) Chez Plon.

Harris Puisais.

Ne parlez pas « franglais » ! Parlez français



grâce au
LITTRÉ

la seule édition intégrale et conforme du célèbre
DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
(Edition Gallimard Hachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !

«Une extraordinaire réussite, ce Littré».

JEAN PAULHAN

de l'Académie Française

«Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire».

MAURICE GARÇON

de l'Académie Française

«Un cadeau royal et précieux».

FRANÇOIS MAURIAU

de l'Académie Française

«Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire».

MARCEL JOUHANDEAU

«L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française».

RAYMOND QUENEAU

de l'Académie Goncourt

«Ce monument national» comme disait Pasteur, ce «trésor de notre langue» (Le Figaro), cette «bible de l'homme cultivé» (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai
(cocher la case figurant devant la formule choisie)
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom.....Profession.....
Adresse.....Signature.....
N° C.C.P. ou bancaire.....

T.S. 4

TRIBUNE
DES ARTS

Musique

RAMEAU

L'HISTOIRE un peu fumeuse qui nous est racontée n'a aucune importance et n'est que le prétexte nécessaire à divertissements dansés et chantés.

Il s'agit d'un spectacle de qualité et qu'il faut voir malgré les réserves que je vais exprimer.

L'orchestration de Claude Arrieu est une adaptation et l'orchestre sonne plutôt comme Haydn avec quelques petites touches rappelant le Prokofjeff de la symphonie classique. Il est de plus un peu cuivré et le chef Manuel Rosenthal qui dirige avec beaucoup de précision et de jeunesse, a dû avoir un énorme travail d'équilibrage qui n'est d'ailleurs pas encore tout à fait au point. Pêché véniel à mon sens, mais cela est discutable. Les décors sont parfaits ; les costumes des femmes (les trois rôles principaux) sont affreux. C'est d'autant plus dommage que ceux des hommes sont charmants, ainsi que ceux des seconds rôles, des danseurs et des danseuses.

Les ballets sont très bien réglés, il y a une très bonne idée de tableaux vivants réalisés grâce à la parfaite immobilité des artistes du corps de ballet et aux décors qui s'y prêtent. La mise en scène est bonne et les temps morts sont rares.

La distribution vocale n'est pas homogène. M. Eric Tappy est beau, il a une voix agréable, mais il manque un peu de puissance. M. René Bianco s'est visiblement ménagé au début, pourtant le rôle n'est pas long, mais il s'est dépensé à la fin. Mlle Eda-Pierre remporte un succès personnel mérité. Mlle Hélià T'zan a des attaques trop brusques et elle roule les r d'une manière terrifiante, même pour une incarnation de la vengeance. Denise Scharley qui a autant de puissance, en use, elle, avec une grande souplesse.

Les autres rôles sont bien tenus. Il serait injuste de ne pas mentionner les chœurs qui ont une grande importance et qui sont maintenant bien au point.

Les représentations de Zoroastre seront reprises en octobre. C'est un spectacle à voir, tout comme « Les Indes galantes » à l'Opéra.

Pierre Bourgeois.

Vient de paraître

ROMANS

DES LIEUX INHABITABLES, Daniel Oster. — Ou la difficulté à trouver des lieux propices à la rêverie. Ed. du Seuil.

L'EXIGENCE, Robert Pagès. — A la recherche d'un bonheur autre que le bonheur ordinaire. Ed. Robert Laffont.

PANTHEON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 22 au 28 juillet

LES MONSTRES

de DINO RISI

STUDIO 13 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Permanent de 14 à 24 H.

Présente du 22 au 28 juillet

La Semaine de l'Epouvante

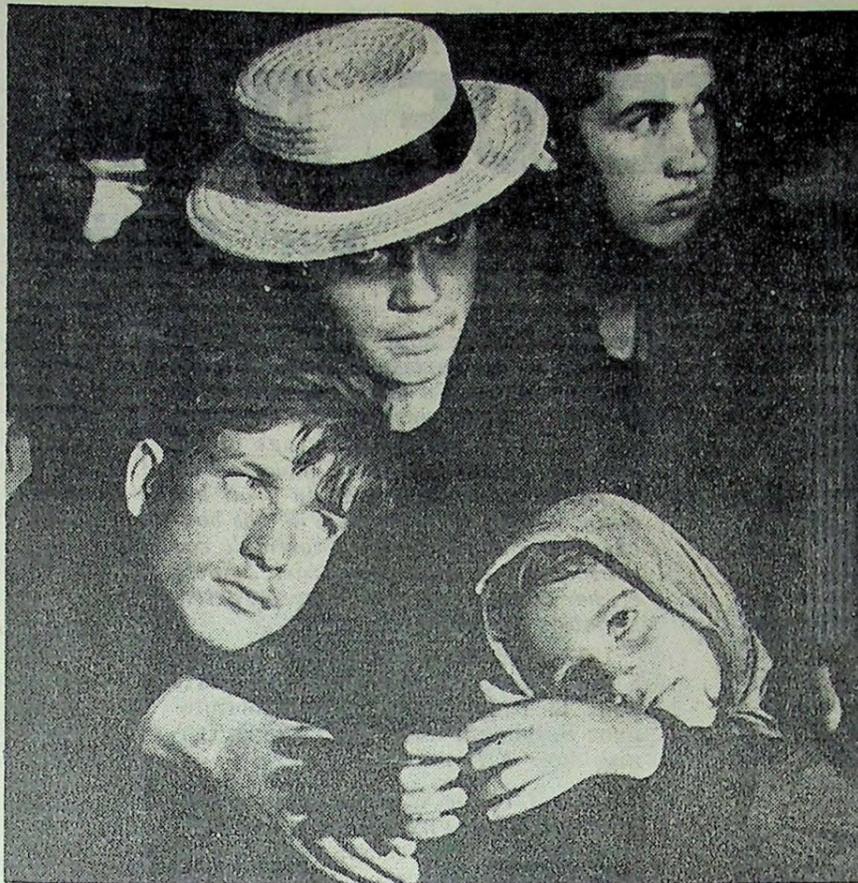
Merc. 22 : Les Maîtresses de Dracula
Jeudi 23 : Frankenstein
Vend. 24 : Malédiction des Pharaons
Sam. 25 : Le Cauchemar de Dracula
Dim. 26 : La Nuit du Loup-Garou
Lundi 27 : Le Fantôme de l'Opéra
Mardi 28 : Le Monstre des Abîmes

chaque jour un nouveau film

Cinéma

"AMERICA, AMERICA"

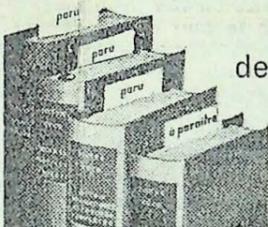
de Elia Kazan



Des visages burinés avec une sûreté de main éblouissante...

L'achèvement d'une édition sensationnelle

ŒUVRES COMPLÈTES
de VICTOR HUGO



Une bonne nouvelle : le IV^e et dernier volume de "la première édition vraiment complète" comme l'écrivit Paris-Match, des œuvres de Victor Hugo paraîtra à la rentrée. Ainsi sera achevée l'édition monumentale que le XX^e siècle aura l'honneur d'avoir consacré à la plus grande œuvre du XIX^e. Grâce à une merveilleuse typographie qui, tout en faisant tenir sur chaque page un maximum de texte, est un chef-d'œuvre de clarté et d'agrément et au choix d'un papier très mince mais très beau, l'éditeur a réussi le tour de force de faire tenir les quelque 80 volumes des éditions ordinaires en 4 tomes 21x27 de 1700 à 1800 pages chacun, reliés pleine toile, tranche supérieure et titres dorés à l'or fin. Ainsi les bibliothèques les plus exigües pourront contenir cette œuvre immense : les Poèmes (t. I) : 153.873 vers, dont les plus beaux de la langue française, les Romans (t. II) illustrés par un dessinateur de génie : Victor Hugo lui-même, le Théâtre (t. III) qui révèle à côté des drames célèbres, nombre de pièces peu connues mais passionnantes et enfin les Œuvres Diverses (t. IV) qui réunissent des chefs-d'œuvre comme l'Histoire d'un Crime, le Rhin, Choses Vues, etc...

Profitez du prix spécial de souscription offert à nos lecteurs

Chacun des volumes est vendu séparément 135 Fr. comptant. Mais l'édition complète vous est offerte avant la mise en vente du dernier tome à un prix de souscription, particulièrement avantageux : 495 Fr. comptant (au lieu de 540 Fr.) ou 3 versements mensuels de 171 Fr. ou 15 versements mensuels de 37 Fr. Pour bénéficier de ce prix très réduit il vous suffira d'adresser le bon de souscription ci-dessous à la Librairie Pilote 30, rue de Grenelle, Paris 7^e accompagné de 37 Fr. seulement.

Vous n'aurez rien d'autre à régler avant la publication du tome IV, les 4 volumes vous étant adressés en même temps à votre adresse habituelle, avec faculté de retour, c'est-à-dire que vous conserverez le droit de renvoyer dans les 48 heures les volumes dans leur emballage d'origine, si vous êtes le moins du monde déçu, auquel cas vous serez immédiatement remboursé des sommes versées. Vous ne courez donc aucun risque en adressant dès aujourd'hui votre bon, mais attention ! ces conditions exceptionnellement avantageuses ne seront plus valables à la rentrée, dès la parution du tome IV et si vous n'envoyez pas votre bon maintenant vous risquez d'oublier de le faire pendant les vacances et d'arriver trop tard !

Si vous possédez déjà un ou plusieurs des volumes écrivez à la Librairie Pilote qui vous fera connaître les conditions très avantageuses qu'elle vous consentira pour vous permettre de compléter votre édition.

BON à adresser à la Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris 7^e Valable seulement pour la France métropolitaine (Cocher les cases précédant les formules choisies).

Je choisis de régler : comptant 495 Fr. en 3 mensualités de 171 Fr. en 15 mensualités de 37 Fr.
Je vous adresse ci-joint 37 Fr. en un chèque chèque postal (Librairie Pilote 1390531 Paris) avec ses 3 volets mandat et vous ferai parvenir à réception des volumes solde de mon règlement comptant soit 458 Fr. solde de la 1^{re} des 3 mensualités de 171 Fr. soit 134 Fr. ma 2^{me} mensualité de 37 Fr.

Je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures le colis dans son emballage d'origine et en ce cas je serai immédiatement remboursé.

Nom : Profession :
Adresse actuelle (jusqu'au) :
Adresse habituelle :
N^o C.C.P. ou bancaire : Signature

KAZAN se souvient de son passé d'émigrant (« Je suis Grec de sang, Turc de naissance et Américain d'adoption... »), de son arrivée misérable aux U.S.A., de la dure conquête de la dignité humaine dans le pays de la libre entreprise et du profit maximum. Mais la chronique familiale n'est pour Kazan qu'une trame. Ce qu'il nous propose, en fait, dans ce film, c'est une méditation personnelle sur le douloureux apprentissage de la liberté dans les pires conditions de servitude : celle des pogromes racistes, au début du siècle, en Anatolie.

Connaissant, d'autre part, Kazan et ses démêlés avec les communistes et les fascistes américains (on sait que pour se « dédouaner » auprès de Mac Carthy, le metteur en scène moucharda ses camarades, les cinéastes communistes d'Hollywood...) on ne peut s'empêcher de penser que le film vire par instants à l'autojustificatif. Tout ceci reste du domaine de la symbolique cinématographique, bien entendu, mais l'odyssée du jeune Stavros (Stathis Giallelis) ne laisse pas qu'un goût d'amertume atroce dans la bouche ; la lâcheté, la faiblesse, la « naïveté » y trouvent trop d'excuses pour que l'aventure de l'émigrant, auquel Kazan s'identifie, puisse acquérir force d'exemple.

Cela dit, « America, America » est une œuvre magistralement conduite et lyriquement mise en scène. Les images de l'oppression et du dénuement le plus affreux ; les visages du malheur, de la pureté, de la cupidité, de la révolte, y sont burinés avec une sûreté de main éblouissante. Trois heures durant, Kazan fait appel à toutes les ressources d'un art qu'il connaît à la perfection. Il le fait avec une telle assurance que sa volonté de convaincre en devient fascinante, que la beauté formelle réussit à masquer les « ficelles » du mélodrame (la substitution d'identité finale...). C'est que Kazan est un incomparable directeur d'acteurs. Il sait nous prendre au piège d'une gesticulation tour à tour insinuante et brutale. Mais, encore une fois, la poésie cache ici un viol de conscience. « America, America » est une parabole d'une dangereuse perfection.

Jean-Jacques Vernon.

"Les Félines"
de René Clément

J'IMAGINE que les chasseurs prendront du plaisir à voir « Les Félines ». Si ce film, après « Les Diaboliques » (de Clouzot) et « Plein Soleil » (du même René Clément) n'apporte rien de nouveau dans le domaine du suspense, il ne nous cède rien, en revanche, de l'art et la manière de prendre au piège un play-boy un peu trop sûr de son pouvoir de séduction.

Marc (Alain Delon) est talonné par un groupe de truands américains qui en veulent à son existence. Traqué à Villefranche-sur-Mer, à bout de ressources, il tombe dans les filets d'une jeune veuve : Barbara (Lola Albright) cherche un prête-nom pour faire filer au Venezuela l'homme qui a tué jadis son mari. L'amant vit en reclus dans une villa baroque où plus d'un miroir dérobe une porte secrète. Marc ressemble physiquement à l'assassin. On l'utilisera comme chauffeur, juste le temps nécessaire pour lui faire obtenir un visa. Après quoi, on se débarrassera de lui pour toujours.

Le déroulement du scénario est compromis par Marc qui ne tarde pas à flâner le danger. Pris entre deux feux (c'est le cas de le dire), notre play-boy va s'efforcer de s'en tirer aux dépens de l'amant. Numéro de charme ; tout se déroulerait à merveille si Barbara n'était flanquée d'une aguichante cousine (Jane Fonda). Cette dernière est la seule à pouvoir jouer sur les velours. C'est elle qui, avec ses faux airs d'écruevélée, va rafter toutes les mises au terme de cette étrange partie de « quitte ou double ».

Film compliqué à plaisir, « Les Félines » n'ajoute rien à la réputation de René Clément. L'homme a du talent : il se tire très honorablement des chausse-trapes accumulées tout au long de l'intrigue. Les acteurs également. L'ensemble relève de la prouesse séduisante. Séduisante, mais gratuite.

J.-J. V.

ACTUALITÉ DE JEAN JAURÈS

par Daniel MAYER

PARLER de Jean Jaurès ? Oui, mais duquel ?

Du penseur ? De l'homme d'action ? Du professeur ? Du député ?

De l'historien ? Du philosophe ?

Du patriote ? De l'internationaliste ?

Du républicain ? Du socialiste ?

Du bâtisseur ? De l'assassiné ? Du dirigeant ou de la victime ?

Et en fonction de quoi ? De l'image que j'en ai ou de celle que d'autres s'en font ? Et, dans ce cas, quels autres ? Ses adversaires de toujours ? Ses élèves fidèles ? Ses faux et trop nombreux disciples ?

Et, aussi, à quelles fins ? Car il n'y a guère de problèmes qui n'aient été traités ou, au moins, évoqués par Jaurès. Quels sont donc aujourd'hui ceux pour la solution desquels il est nécessaire d'invoquer son génie ?

Procès de Pretoria... Crimes permanents de Franco... Brochure de Kiev... Disparition dans leur prison malienne, de Fily Dabo Sissoko et d'Hammadoun Dicko... Arrestations arbitraires en Guinée comme en Côte d'Ivoire, au Cameroun comme au Maroc... Succès de Goldwater... Retour de Tschombé... Ecrasement des minorités, kurde en Irak, soudanaise en Egypte, tutsi en Ruanda... Guerres au Vietnam, au Laos... Menaces sur Cuba, au Moyen Orient, à Berlin... Combats en Angola et ailleurs... Difficultés en Algérie... Emprisonnements au Brésil, au Portugal, dans tant d'autres pays... Ségrégations humaines... Génocide... Apartheid...

Aucun continent n'est épargné. Aucune voix ne s'élève pour défendre l'homme, où qu'il soit, quel qu'il soit. Aucune institution n'est assez forte pour édicter le droit et l'imposer. Celui qui use de la force n'a pas assez d'imagination pour savoir que, tôt ou tard, elle se retournera contre lui. « Imbécile, vous ne comprenez pas que c'est pour vous aussi que je meurs », apostrophait ses fusilleurs, un résistant qui allait tomber l'instant d'après.

Jaurès eût sans doute dénoncé tout cela, ce monde en folie, qui refuse de guérir et même de se laisser soigner. Il eût trouvé des accents qui eussent témoigné pour tous les hommes, toutes les victimes, sans exception.

Suivons-le.

1896 : Les Arméniens sont massacrés par les Turcs. La France officielle se tait. Jean Jaurès parle à la Chambre des députés :

« ... Ce que la France avait le droit de réclamer de ses gouvernants... c'est qu'il fût impossible que ces massacres fussent consommés et continués, et que partout dans le monde on puisse, par des documents certains, savoir quelle a été la politique de l'Angleterre, quelle a été la politique de la Russie, mais que personne ne puisse savoir quelle a été la politique de la France. Quoi ! le silence complet, le silence dans la presse — dont une partie, à coup sûr, directement ou indirectement, a été payée pour se taire — silence dans nos grands journaux, dont les principaux

commanditaires sont les bénéficiaires de larges entreprises ottomanes, mais surtout silence du gouvernement de la France ! Quoi, devant tout ce sang versé, devant ces abominations et ces sauterelles, devant cette violation de la parole de la France et du droit humain, pas un cri n'est sorti de vos bouches, pas une parole n'est sortie de vos consciences et vous avez assisté, muets et, par conséquent, complices, à l'extermination complète... »

1913 : Victoire balkanique sur les Turcs. La presse, qui avait pris parti pour la Bulgarie, lui oppose maintenant Serbie et Grèce. Jean Jaurès ironise dans *L'Humanité* :

« La Bulgarie se demande avec stupeur si elle a affaire à la même Europe. Mais oui, c'est la même, c'est bien la même, toujours aussi basse et aussi aveugle, toujours couée par ses rivalités misérables à la même politique variable de clientèle, à la même diplomatie sans idée et sans pudeur. Est-ce que l'Europe va continuer ainsi ? Ou bien les peuples finiront-ils pas se lasser de tant de sottises et d'improbité ? L'Europe comprendra-t-elle enfin qu'elle ne peut se passer d'une conscience ? »

1900 : Mort de Wilhelm Liebknecht. Jean Jaurès écrit dans *La Dépêche de Toulouse* :

« Nous ne nous attarderons pas à gémir sur cette médiocrité de la race humaine qui attend, pour rendre justice entière aux hommes de labeur et de combat, qu'ils aient disparu. Nous ne nous attarderons pas à dénoncer la mauvaise foi des partis qui attendent, pour renoncer au mensonge et à la calomnie, que la mort se soit interposée entre leurs adversaires et eux. Mais nous voudrions bien que ces exemples répétés servent de leçon aux hommes et qu'avant de répéter les cris stupides des partis, avant d'accueillir les accusations passionnées qu'ils échangent, ils tâchent de discerner la vérité qui leur apparaîtra plus tard dans la lumière étrange de la mort. En tout cas, j'ai la foi profonde que le socialisme est si conforme à l'évolution des choses et à l'intérêt le plus haut de l'humanité, qu'il n'a besoin, pour vaincre, d'aucun des procédés médiocres ou vils auxquels recourent les partis du passé. Toujours la vérité, rien que la vérité, toute la vérité... Toujours l'appel à la raison. »

Cette utilisation des seules armes dont la classe ouvrière ait le droit moral de disposer, Jean Jaurès l'oppose naturellement aux armes de quelconque nature qu'utilisent ses adversaires, dont l'égoïsme de classe a un caractère personnel, par opposition à l'égoïsme prolétarien qui n'est que « l'égoïsme de l'humanité elle-même » (1). Il écrit dans la *Revue socialiste* de juin 1894 :

« Les militants socialistes combattent-ils pour eux-mêmes, ou pour leurs camarades, ou pour leurs enfants, ou pour les enfants de leurs enfants. Ils ne le savent point, et c'est dans cette noble incertitude qu'ils vont tous les jours à la bataille, affrontant ou les privations ou les périls. »

C'était l'époque du militantisme gratuit, de la défense des principes, l'époque du danger permanent, du risque dans tous les domaines : risque de perdre sa place ou son logement, risque de la prison ou des coups, risque pour des hommes comme Jaurès, et par lui, subi, de l'assassinat.

Plus tard...

Dans « A l'échelle humaine », écrit en prison avant la déportation, Léon Blum se pose la question : « Jaurès avait montré que la Révolution sociale n'est pas seulement la conséquence inéluctable de l'évolution économique, mais qu'elle serait en même temps le terme d'une exigence éternelle de la raison et de la conscience humaines. C'est donc le socialisme qui apporterait leur satisfaction complète et leur justification exacte aux devises glorieuses de la Révolution française : Droits de l'Homme et du Citoyen, Liberté, Égalité, Fraternité. C'est par lui que pourrait s'exalter et triompher cet héroïsme démocratique dont les luttes ont rempli l'Europe et le monde pendant un siècle. La conception matérialiste de l'Histoire s'imprégnait ainsi de tout l'idéalisme républicain et humain. Dans notre propagande quotidienne, avions-nous fait une part assez large à cette prédication idéale ? Avions-nous assez clairement répudié tout recours aux instincts grossiers de l'animal humain, à la brutalité, à la méchanceté, à l'envie, pour invoquer seulement les sentiments les plus nobles de l'âme humaine, son besoin inné de justice, de sympathie, de fraternité ?... Avons-nous fait ce qui dépendait de nous pour améliorer l'individu humain, l'unité humaine, en même temps que nous nous efforcions de transformer la société ; avions-nous mené de front, comme nous le devons, les deux tâches, en les pénétrant l'une de l'autre, en appuyant l'un sur l'autre ? »

C'est en partie parce que la réponse est, hélas ! négative que nous en sommes là, qu'est possible la description mondiale que je viens de rappeler.

Il n'y a pas de solution fragmentaire, particulière, à un tel bilan. Il faut revenir à l'homme. « Ce n'est pas avec des matériaux pourris qu'on construira la société de demain », disait déjà Jules Guesde. Avec des affamés et des analphabètes, on peut sans doute faire des révoltés d'un moment ; on ne saurait faire des révolutionnaires. Pour aller à la Révolution, il faut revaloriser les notions élémentaires de démocratie, de dignité individuelle et collective, de loyauté, de scrupule, d'honnêteté. Il faut redonner à la vie son plein sens.

Pour sauver l'homme, il faut commencer par ne pas l'oublier ni le diminuer.

Sont-ce là idées désuètes, vocabulaire périmé ? Je suis, au contraire, chaque jour plus persuadé que c'est bien la leçon à tirer de l'enseignement et du génie de Jean Jaurès, au-delà du « mensonge triomphant qui passe ».

D. M.

(1) Louis Lévy : « Anthologie de Jean Jaurès ».